



**DGA/AR-2026-1  
ARRETE DU MAIRE**

**Objet : Dérogation au repos hebdomadaire pour chaque commerce de détail pour l'année 2026 - Liste des dimanches désignés**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-7 à L.2122-29, L.2131-2 et R.2122-7 ;

**Vu** le Code du Travail et notamment les articles L.3132-26 et suivants relatifs aux dérogations temporaires au repos dominical accordées par le Maire ;

**Vu** la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 et notamment son article 250 modifiant les articles susvisés ;

**Vu** la délibération n° 2024-119 du Conseil municipal du 9 décembre 2024 portant avis favorable pour la fixation du nombre de dérogations au repos dominical accordées par le Maire à cinq par an ;

**Considérant** que les organisations d'employeurs et de salariés ont été consultées ;

**Considérant** qu'il appartient au Maire d'arrêter la liste des dimanches concernés pour l'année 2026 ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :** **Fixe** pour l'année 2026, dans le cadre des dérogations au repos dominical accordées par le Maire, la liste des cinq dimanches désignés comme suit :

Pour les commerces de détail du secteur automobile :

- Le dimanche 18 janvier 2026
- Le dimanche 15 mars 2026
- Le dimanche 14 juin 2026
- Le dimanche 13 septembre 2026
- Le dimanche 11 octobre 2026

Pour les commerces de détail alimentaire :

- Le dimanche 10 janvier 2026
- Le dimanche 31 mai 2026
- Le dimanche 27 juin 2026
- Le dimanche 13 décembre 2026
- Le dimanche 20 décembre 2026

**Article 2 :** Ces ouvertures exceptionnelles feront l'objet d'une contrepartie pour le personnel privé de repos dominical conformément à la loi.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera adressé à la Préfecture des Yvelines.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Fait à Trappes,**

**- 6 JAN. 2026**

**Ali RABEH**  
Maire de Trappes

